

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25 FEVRIER 2026

III- FINANCES

Rapport n° 1 : Débat sur le Rapport d'orientations Budgétaires 2026

Madame la Présidente rappelle que le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Dispositions légales - contexte juridique ordinaire :

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est une obligation légale pour les départements, les communes de 3 500 habitants et plus et les groupements comportant une commune de 3 500 habitants et plus. Ce débat s'applique au budget principal et aux budgets annexes. Il a pour vocation d'éclairer le vote des élus sur le budget de la collectivité. Son organisation constitue une formalité substantielle destinée à préparer le débat budgétaire et à donner aux élus, en temps utile, les informations nécessaires pour leur permettre d'exercer leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget. Ainsi, toute délibération relative à l'adoption du budget qui n'aura pas été précédée d'un débat d'orientation budgétaire distinct sera entachée d'illégalité et pourra être annulée par le juge.

Le DOB doit intervenir dans un **déla**i de **10 semaines maximum avant le vote du budget** pour la maquette M57.

L'assemblée délibérante doit prendre acte de la tenue du DOB (dans son procès-verbal de séance) et de l'existence de ce rapport sur la base duquel se tient le DOB par une délibération spécifique. Cette délibération et ce rapport doivent être transmis au représentant de l'État.

Il convient de préciser que le rapport ci-joint sera également transmis obligatoirement aux communes membres.

C'est dans ce cadre que le Conseil communautaire est appelé à **prendre acte du débat d'orientations budgétaires 2026**.